



# Sections de Haute-Garonne



Toulouse, le 11 février 2019

**DANS LES SERVICES SPL ET LES CENTRES DES FINANCES PUBLIQUES :**

**REUNISSONS DES ASSEMBLEES GENERALES LE 12 FEVRIER !**

**DANS CHAQUE SERVICE, ELABORONS NOS REVENDICATIONS !**

**METTONS EN DEBAT LA POURSUITE DE L'ACTION**

Dans notre direction, les collègues sont dans l'action depuis le lundi 28 février sur de nombreux sites avec grève et blocage des immeubles. C'est notamment le cas de ceux de la Cité qui en sont à leur 11ème jour de mobilisation, les Carmes à 8 et Colomiers, Mirail, Muret, Rangueil et Saint-Gaudens ont au moins bloqué 2 jours par semaine.

Les agents se sont emparés de la campagne médiatique du prélèvement à la source pour faire entendre leurs revendications et sensibiliser l'opinion publique sur la portée toxique des réformes actuellement engagées contre la justice fiscale et l'avenir des services publics. Au-delà, ils portent les revendications exprimées nationalement par l'intersyndicale nationale et bâtissent un revendicatif local sur tous les sites.

La journée nationale d'action du 14 février est la prochaine date de point fort au cœur de cette mobilisation, qui doit être l'occasion d'élargir et d'amplifier le mouvement social au sein de la DRFiP 31 et de la DGFIP.

L'occasion de dénoncer la violence gouvernementale et la docilité des Directions agissant de concert pour démanteler le service public fiscal, le secteur public local et détruire les fondements du contrat social républicain.

L'intensification des suppressions d'emploi et le démantèlement du réseau désorganisent le fonctionnement des services et entravent l'exercice des missions de répression de la fraude fiscale, d'assiette, de recouvrement et de la dépense.

En dehors de tout contrôle citoyen, la casse de la DGFIP s'inscrit dans un projet global de société fondé sur la sanctuarisation des inégalités sociales, le règne de l'arbitraire et le clientélisme local avec la remise en cause du principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable.

**Il y a URGENCE à les stopper ! Il y a URGENCE à tous nous MOBILISER !**

**Aussi, nous appelons sur tous les sites du département à :**

- poursuivre le mouvement partout où il est ancré depuis deux semaines ;**
- pousser les autres sites à rejoindre les collègues dans l'action ;**
- ouvrir dans tous les services des cahiers revendicatifs locaux**
- faire du 14 février une journée de débats et de construction de ces revendications**
- débattre et préparer les actions de la semaine suivante**

Nous exigeons de la Direction Locale qu'elle se désolidarise des plans gouvernementaux en rejetant la poursuite des processus de liquidation traduits notamment par les fermetures et fusions de service dans le département. Et nous lui demandons d'ouvrir des négociations locales sur la base des cahiers revendicatifs qui sont en cours de rédaction sur toute la direction.

Nous voulons l'ouverture au niveau national de négociations immédiates sur l'emploi, les rémunérations et les carrières, le maintien et l'extension des garanties collectives mais aussi sur l'avenir de nos missions et des implantations territoriales.

Concernant le pôle Gestion Publique une pétition discutée à la Paierie Départementale est proposée aux agents de la Recette Municipale de Toulouse, de la Paierie Départementale, du CHU, de la Paierie Régionale et de la Trésorerie de Muret contre la création des agences comptables.

Nous sommes opposés à la mise en œuvre de ce dispositif prévoyant à terme, pour les agents concernés un détachement d'office qui se traduirait par la baisse de leur rémunération, la remise en cause de leurs droits à mutation et statutaires et de leurs choix personnels et professionnels.

Nous exigeons que la Direction s'explique devant les agents et qu'elle cesse immédiatement, auprès des ordonnateurs, son entreprise de lobbying extrêmement dangereuse pour la maîtrise et le contrôle des fonds publics comme pour l'avenir de la DGFIP et de ses agents.

Par ailleurs, le projet national de nouvelle cartographie des services prévoit une seule trésorerie par Intercommunalité à fiscalité propre. Cela se traduirait par la suppression de 13 trésoreries en Haute-Garonne et la création de Services Facturiers à cet échelon. C'est donc tout le réseau qui est concerné par cette mesure et les services de Direction n'échapperont pas plus au démantèlement !



**Nous refusons que les agents continuent plus longtemps à payer la note d'une gestion calamiteuse des finances publiques dont ils ne sont pas responsables !**

**Le jeudi 14 février est une journée « DGFIP » morte.**

**Par tous les moyens d'action, y compris la grève, disons tous ensemble STOP au démantèlement de notre direction générale, STOP à la disparition de nos emplois, de nos missions, de notre statut, en bref, du SERVICE PUBLIC !**

**Ce jour-là, un rendez-vous à la Direction sera communiqué pour faire entendre fortement l'ensemble de nos revendications !**